

1918

A) Sur un plan international

Je repousse depuis longtemps l'écriture de ce dernier article sur la première guerre mondiale car je n'arrive pas à synthétiser 1918 en quelques lignes . Rien n'est clair, tout est imbriqué. Les dernières contre-attaques allemandes, malgré la présence effective des américains sur les zones de combat, la réponse de la coalition, rien n'est franchement décisif. Et surtout, les militaires ne sont plus seuls en scène, ils ont fait la guerre, mais ce sont les civils qui vont signer l'armistice. Les sacrifices insupportables des populations, la révolution russe avec les tentatives locales d'implantation du modèle communiste en différents pays, les analyses très différentes des pays de la coalition quand à l'avenir de l'Allemagne , tout cela rend difficile un écrit court et quand même exact.

De nombreux historiens ont écrits sur cette dernière année de guerre et ses conséquences dramatiques pour le reste du siècle, ils pourront largement suppléer à mes carences.

B) En Haute-Garonne

L'arrêt des hostilités au cours de cette année 18 ne va absolument pas changer la teneur des courriers du préfet. Ses préoccupations resteront les mêmes toute l'année.

Sur les plans alimentaire et agricole

Le préfet dans sa première lettre aux maires du 3 janvier donne d'entrée l'axe majeur de ses préoccupations : Nourrir la population le moins mal possible. Il annonce que pour aller à la jointure de la récolte 1918, la France a besoin de 51 millions de tonnes de céréales hors elle n'en a en réserve que le tiers (17 millions de tonnes). Il prend la peine de préciser qu'il ne faut absolument pas espérer des apports extérieurs (américains principalement) capables de combler ce déficit énorme. En conséquence, le rationnement drastique est la solution.

Les tickets de rationnement sont présents partout. Les abattoirs sont progressivement fermés deux, trois puis quatre jours par semaine, la viande étant presque totalement réquisitionnée pour l'armée. Le sucre a disparu, remplacé par la saccharine qui elle même va être progressivement taxée. Les confiseries sont interdites à la vente, etc. Tout manque. Et toutes les couches de la population sont touchées. Les prisonniers de guerre utilisés pour les travaux de force qui recevaient jusqu'alors la même ration alimentaire que tous les travailleurs de force se voient eux aussi rationnés. Idem pour les militaires en permission. Tous les abus sont sanctionnés y compris dans les campagnes.

La mise en culture des terres abandonnées par manque de main d'œuvre est une préoccupation souvent évoquée, de même que la protection des cultures. Après avoir réglementé les années précédentes la chasse, le préfet finit par autoriser tous types de chasse contre les nuisibles, avec ou sans permis, avec pièges, de jour comme de nuit, sans autorisations nécessaires, afin d'essayer d'endiguer ce fléau. Les sangliers font des dégâts importants dans les cultures.

L'électricité, le gaz et toute l'énergie mobilisable sont réquisitionnés pour l'effort de guerre.

Seules les usines de guerre sont alimentées

Contrôle des populations :

L'administration tente avec de plus en plus de difficultés d'empêcher les mouvements de population, interdisant dans un premier temps les étrangers d'approcher les zones frontalières. Mais rapidement cela va avoir un effet désastreux en Haute-Garonne, car le manque de main d'œuvre était en partie comblé par des travailleurs espagnols. Ne pouvant plus aller et venir comme ils le souhaitent, ils vont repartir chez eux, pour certains définitivement, accentuant encore le déficit de travailleurs. Cette disposition sera rapidement abandonnée et les travailleurs espagnols vont être davantage pris en considération.

Aide aux prisonniers et aux familles de prisonniers

La Croix rouge américaine déjà présente dans le département dès 1917 soutient de nombreuses actions auprès des 2000 prisonniers (jusqu'à 2400) retenus en Allemagne. Elle participe avec les associations du département à l'envoi d'un colis alimentaire mensuel pour chaque prisonnier. Elle poursuit l'action engagée auprès des familles en grandes difficultés.

Aides aux réfugiés : Les attaques allemandes du printemps rejettent une fois de plus des milliers de réfugiés à l'arrière des zones de combats. Les communes doivent accueillir comme elles le peuvent ce nouvel afflux de malheureux.

Aides aux fonctionnaires: Il est devenu impossible de nourrir sa famille pour les petits fonctionnaires avec son salaire. Les mairies sont sollicitées pour accorder des aides à leurs employés

Risques sanitaires : hommes et bétails

On pointe un manque important du suivi sanitaire de la population du département. L'armée suit correctement ses troupes sur un plan sanitaire, mais le reste de la population est délaissée. les vaccinations ne sont plus faites. La lutte contre la tuberculose est décrétée cause de santé publique. En mars est décidé la mise en place de dispensaires de proximité.

Par crainte de propagation d'épidémie, le transport de bétail hors département est interdit. On craint la fièvre aphteuse.

L'espoir de la paix

Dans son courrier du 26 mars 1918, le préfet fait pour la première fois référence à la notion de fin des hostilités. Mais ce sera surtout pour amener la population à souscrire au quatrième emprunt de guerre destiné à écraser définitivement l'ennemi ; la paix ne pouvant se faire qu'à ce prix.

Mais apparaissent quelques signes :

Création de pépinières nationales : en prévision de la remise en état des départements dévastés , mise en culture de 2 millions d'arbres pour la reconstitution des vergers, 100 millions de plants de légumes en tout genre..

Mise en place de filières de formation professionnelle pour les blessés et mutilés de guerres

Mais la poursuite de la guerre quand même : pour les classes 19 et 20. Toutes les personnes nées en 1899 et 1900 sont concernées, il est aisé de comprendre que le réservoir humain se tarie. L'armée française est prête à incorporer tout le monde: français, mais aussi suisses, belges, réfugiés , sénégalais, créoles, ... qui doivent être déclarés sur les listes communales.

En reconnaissance de l'engagement américain dans la lutte, le 4 Juillet (fête nationale américaine) sera commémoré dans toute la France.

Après le 11 novembre, l'armistice n'est que très rarement mentionnée. Une seule chose positive pour les populations civiles : le retour progressif de l'électricité dans le réseau départemental, les grandes usines toulousaines ayant fini leurs productions pour l'armement. Pour le reste, toutes les restrictions vont durer encore longtemps. Notre département aura toujours été loin des combats mais il en supportera lui aussi les conséquences.

C) Dans notre commune

Notre maire Marc Lassalle aura encore par quatre fois la rude tâche d'apprendre aux familles la disparition d'un des leurs .

Le 21 mars 1918, à 4 h 40, sur les 90 kilomètres qui s'étendent de la Scarpe (au Nord), à l'Oise (au Sud), une canonnade d'une violence inouïe éclatait sur le front allemand de France ; elle devait s'enfler encore cinq heures durant, jusqu'à 9 h. 40. Alors, l'infanterie germanique se jeta à l'assaut. C'est le début de la dernière grande offensive ennemie. L'armée russe ayant cessé le combat, les troupes engagées à l'Est ont été rapatriées en France. L'état major allemand veut utiliser l'ensemble de ses forces pour une bataille décisive qui permettrait une paix acceptable pour l'Allemagne.

Joseph Dominique Verdier († 24/03/1918)

Durant les derniers jours de mars, l'ensemble du front est débordé. Toutes les troupes reculent sous la pression allemande. Les pertes sont énormes, l'artillerie ayant plus de 24h de retard sur l'infanterie, des soldats se retrouvent sans munitions, défendant leurs positions à la baïonnette. C'est dans ces conditions que le 24 au matin se déroulent des combats autour de Villequier-Aumont durant lesquels Joseph Dominique Verdier perdra la vie.

Cette offensive allemande sera progressivement stoppée et les zones perdues vont être reprises mais toujours au prix du sang. Trois de nos concitoyens y verseront le leur.

Jean Louis Castet († 20/07/1918)

Montagne de Paris située à l'ouest de Soissons, dans le secteur du Chemin des Dames n'est qu'une modeste colline. Mais fin avril 18, elle deviendra un objectif stratégique pour bloquer la contre-attaque allemande. C'est durant ces combats que Jean Louis Castet disparaîtra le 20 juillet, quelques jours avant le repli allemand de cette position.

Baqué Jean Julien († 05/09/1918)

Le fort de Condé sur Aisne, démilitarisé en 1912 sera pris sans combat par les allemands le 1er septembre 1914. Repris en 1915, puis à nouveau abandonné, il sera le siège de nombreux combats. Pendant la bataille du Chemin des Dames, il sera évacué par les allemands qui le reprendront en mai

1918 pour l'évacuer définitivement à la fin de l'été. C'est lors de cette ultime reprise que Jean Julien Baqué perdra la vie le 5 septembre 1918.

Despouy Jacques Jean Basile (mort à 20 ans le 20/10/18)

Vandy dans les Ardennes est en octobre 1918 un village détruit à 90 %. Depuis plus d'un mois les troupes allemandes se replient sur tous les fronts. Les efforts conjugués de volontaires tchèques (284 seront tués en octobre sur cette commune), de militaires britanniques et français permettent la libération de ce village et de ses environs. C'est pendant ces combats que Jacques Jean Basile Despouy fut tué.

Il sera le dernier combattant de la commune mort pour la France trois semaines avant la signature de l'armistice.

Plusieurs seront blessés et rapatriés :

Dassein Jean Pierre en mars , Pujon Henry Clovis en juillet, Hippolyte Heugène en août , Cassé Bertrand Adrien et Latour Simon en novembre.

Pour les autres démobilisés, le retour progressif vers Toulouse d'abord, puis dans le Comminges se fera à partir de décembre et pour certains seulement à la fin du printemps 1919. Rien n'étant épargné à la commune, plusieurs seront réincorporés pour partir comme troupe d'occupation dans la Ruhr (Artigues Bertrand-Jean-Marie, Cauhapé Joseph Raymond).

Les prisonniers de guerre rentreront eux aussi petit-à petit, certains après plus de 4 ans de captivité :

Baqué Bertrand, fait prisonnier le 20 août 1914 rentrera le 9 décembre 1918
Verdier Jean Joseph, prisonnier le 22 août 1914 libéré le 26 décembre 1918
Capéran Lucien Guillaume, prisonnier le 13 nov 1914, rapatrié le 16 janvier 1919
Fourment Jean-Joseph, prisonnier le 26 mai 1916, libéré le 1er décembre 1918
Ribes Félix Jean-Marie, prisonnier le 20 juillet 1916, s'évadera le 9 août 1918.

Bordes de rivière, comme toutes les communes de France devra panser ses plaies. Les morts à jamais disparus, les prisonniers trop longtemps absents, les insoumis ayant fuit la guerre qui pour certains ne réapparaîtront jamais, tout cela a créé beaucoup de vide partout et pour longtemps. S'ajoute à cela les blessés à jamais meurtris dans leurs chairs et leurs âmes, et même les combattants physiquement indemnes mais eux aussi psychologiquement marqués.

Petit à petit, la vie a repris malgré tout ses droits.

Autours des monuments aux morts qui ont poussé dans toutes les communes de France pour honorer la mémoire de ceux que l'on avait envoyés se faire massacrer au champ d'Honneur, se retrouvaient des femmes et des hommes pour dire que celle là, *c'était sûr, c'était la der des der, plus jamais ça..* Et l'on sait depuis ce qu'on vécut nos parents, nos grands parents, pour les plus jeunes nos arrière-grands parents durant ce XX^e siècle.....

Que ferons nous du XXI^e siècle ?